

4° Plaatsvervangende leden die de vakverenigingen vertegenwoordigen :

CGSP :

- Mevr. Sylvie DAUBRESSE
- De heer Christophe HEMBERG

CSC :

- Mevr. Carmela GAGLIARDO

SLFP :

- De heer Jean BLAES

5° Afgevaardigde leden van de Regering :

- De heer Jean NAESSENS
- De heer Aziz BEZDI
- De heer Jean Marc GASPARD.

Art. 11. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 maart 2010 houdende aanstelling van de leden van de Zonale en Interzonale Affectatiecommissies opgericht bij toepassing van de artikelen 14^{ter} en 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor Sociale Promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2014.

Art. 13. De Directeur-generaal van het personeel van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 maart 2014.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Directeur-generaal van de Personeelsleden van het Onderwijs georganiseerd door de Franse gemeenschap,
J. NICAISE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202982]

11 AVRIL 2014. — Décret insérant, dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, un Livre VII relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la partie décrétable, deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Livre VII intitulé « Aide aux personnes LGBT ».

Art. 3. Dans le Livre VII inséré par l'article 2, il est inséré un Titre 1^{er} intitulé « Agrément des maisons arc-en-ciel ».

Art. 4. Dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Chapitre 1^{er} intitulé « Définitions ».

Art. 5. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 4, il est inséré un article 694/1 rédigé comme suit :

« Art. 694/1. Pour l'application du présent Livre et de ses arrêtés, on entend par :

1° « maison arc-en-ciel » : association agréée en vertu du présent Titre;

2° « LGBT » : lesbienne, gay, bisexuel, bisexuelle et transgenre;

3° « Ministre » : la Ministre de l'Egalité des Chances;

4° « loi sur les ASBL » : la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations. ».

Art. 6. Dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Chapitre 2 intitulé « Missions ».

Art. 7. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 6, il est inséré un article 694/2 rédigé comme suit :

« Art. 694/2. Les maisons arc-en-ciel ont pour objectif l'émancipation et le bien-être des personnes LGBT.

Pour y parvenir, les maisons arc-en-ciel ont pour missions, dans leur ressort territorial :

1° de fournir une aide sociale, juridique, un accompagnement psychologique pour les personnes qui rencontrent des difficultés à vivre leur orientation ou leur identité sexuelle;

2° d'organiser, de soutenir et de coordonner des actions visant à lutter contre les discriminations sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre et la promotion de l'égalité des chances;

3° d'accompagner les initiatives locales publiques ou privées visant à fournir une aide aux personnes LGBT;

4° de soutenir l'émergence d'un réseau local d'organisations LGBT;

5° de créer un espace d'accueil à destination des associations LGBT actives localement;

6° d'informer les personnes LGBT et le public.

Art. 8. Dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Chapitre 3 intitulé « Agrément ».

Art. 9. Dans le Chapitre 3 inséré par l'article 8, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Conditions ».

Art. 10. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 9, il est inséré un article 694/3 rédigé comme suit :

« Art. 694/3. § 1^{er}. Le Gouvernement ou son délégué agréé les maisons arc-en-ciel qui répondent aux conditions suivantes :

1^o revêtir la forme d'une association sans but lucratif au sens de la loi sur les ASBL, dont l'objet social permet l'accomplissement des missions visées à l'article 694/2;

2^o réaliser les missions visées à l'article 694/2 en région de langue française;

3^o exercer ses missions en collaboration avec les acteurs publics et privés qui prennent des initiatives en lien avec les missions des maisons arc-en-ciel;

4^o ne pas avoir fait l'objet d'un refus ou retrait d'agrément dans l'année précédant la demande d'agrément;

5^o disposer de locaux adaptés à l'exercice de leurs missions, à l'accueil de leur personnel, permettant l'entretien confidentiel. Les locaux doivent répondre aux conditions de salubrité et de sécurité et doivent être ouverts au moins cinq jours par semaine;

6^o répondre aux principes de bonne gestion administrative et comptable ».

§ 2. Le Gouvernement ou son délégué ne peut agréer qu'une maison arc-en-ciel par province de moins de quatre cent mille habitants sans préjudice de la possibilité de créer une antenne décentralisée.

Le Gouvernement ou son délégué ne peut agréer qu'une maison arc-en-ciel par province comptant entre quatre cent mille et un habitants et un million d'habitants sans préjudice de la possibilité de créer deux antennes décentralisées.

Le Gouvernement ou son délégué ne peut agréer que deux maisons arc-en-ciel par province de plus d'un million d'habitants sans préjudice de la possibilité de créer quatre antennes décentralisées ».

Art. 11. Dans le Chapitre 3 inséré par l'article 8, il est inséré une section 2 intitulée « Octroi d'agrément ».

Art. 12. Dans la section 2 insérée par l'article 11, il est inséré un article 694/4 rédigé comme suit :

« Art. 694/4. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il arrête.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de la demande d'agrément. Le dossier comporte au moins :

1^o les statuts de l'association;

2^o la composition des organes de gestion;

3^o les derniers comptes annuels approuvés;

4^o une description des activités de l'association et, le cas échéant, de sa collaboration avec les acteurs publics ou privés qui prennent des initiatives en lien avec les missions de la maison arc-en-ciel;

5^o le cas échéant, la liste des personnes employées par l'association.

L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément. ».

Art. 13. Dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Chapitre 4 intitulé « Subventionnement ».

Art. 14. Dans le Chapitre 4 inséré par l'article 13, il est inséré un article 694/5 rédigé comme suit :

« Art. 694/5. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement ou son délégué octroie, suivant les conditions et modalités qu'il fixe, aux maisons arc-en-ciel agréées une subvention annuelle.

La subvention est exclusivement affectée aux frais de fonctionnement ou de personnel de la maison arc-en-ciel, pour lui permettre d'accomplir ses missions. Le Gouvernement arrête le montant et le mode de calcul de la subvention.

Le Gouvernement arrête les modalités, montants et conditions d'octroi de cette subvention ».

Art. 15. Dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Chapitre 5 intitulé « Contrôle et sanctions ».

Art. 16. Dans le Chapitre 5 inséré par l'article 15, il est inséré un article 694/6 rédigé comme suit :

« Art. 694/6. Le contrôle de l'exécution du présent Titre et de ses arrêtés d'exécution est exercé par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

Le Gouvernement peut à tout moment contrôler le respect des conditions d'agrément visées à l'article 694/3.

La maison arc-en-ciel porte sans délai à la connaissance du Gouvernement tout élément pouvant avoir une incidence sur le maintien de l'agrément ».

Art. 17. Dans le Chapitre 5 inséré par l'article 15, il est inséré un article 694/7 rédigé comme suit :

« Art. 694/7. En cas de non-respect des obligations prévues par le présent Titre, le Gouvernement peut, selon les modalités et la procédure qu'il détermine, retirer l'agrément. ».

Art. 18. Dans le Livre VII inséré par l'article 2, il est inséré un Titre 2 intitulé « Reconnaissance de la fédération des maisons arc-en-ciel ».

Art. 19. Dans le Titre 2 inséré par l'article 18, il est inséré un Chapitre 1^{er} intitulé « Missions ».

Art. 20. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 19, il est inséré un article 694/8 rédigé comme suit :

« Art. 694/8. La fédération des maisons arc-en-ciel a pour missions :

1° la concertation entre les maisons arc-en-ciel en vue de promouvoir et de soutenir la qualité des activités;

2° la représentation des maisons arc-en-ciel de manière collective ou, lorsque ceux-ci en font la demande, de manière individuelle;

3° le développement d'échanges et de réflexions entre les maisons arc-en-ciel et la participation à l'information et à la sensibilisation de celles-ci;

4° la formation continuée des membres du personnel des maisons arc-en-ciel;

5° l'établissement de liens avec d'autres associations de même objet et des acteurs de la société;

6° l'établissement d'un rapport annuel transmis au Gouvernement dans le courant du premier trimestre de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte. Ce rapport contient :

a. un bilan et une description des actions réalisées par la fédération durant l'année écoulée;

b. des propositions d'orientation de la politique à mettre en œuvre pour lutter contre les discriminations sur base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre et la promotion du bien-être des LGBT;

c. une évaluation des actions menées par les maisons arc-en-ciel durant l'année écoulée;

d. une annexe statistique relative aux dossiers enregistrés et traités durant l'année écoulée en fonction des différents types d'action ».

Art. 21. Dans le Titre 2 inséré par l'article 18, il est inséré un Chapitre 2 intitulé « Reconnaissance ».

Art. 22. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 21, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Conditions ».

Art. 23. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 22, il est inséré un article 694/9 rédigé comme suit :

« Art. 694/9. Le Gouvernement ou son délégué reconnaît une fédération des maisons arc-en-ciel qui répond aux conditions suivantes :

1° revêtir la forme d'une association sans but lucratif au sens de la loi sur les ASBL, dont l'objet social permet l'accomplissement des missions visées à l'article 694/8;

2° réaliser les missions visées à l'article 694/8 en région de langue française;

3° ne pas avoir fait l'objet d'un refus ou retrait de reconnaissance dans l'année précédant la demande de reconnaissance ».

Art. 24. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 21, il est inséré une section 2 intitulée « Octroi de la reconnaissance ».

Art. 25. Dans la section 2 insérée par l'article 24, il est inséré un article 694/10 rédigé comme suit :

« Art. 694/10. La demande de reconnaissance est introduite auprès du Gouvernement, selon les modalités qu'il arrête.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de la demande de reconnaissance. Le dossier comporte au moins :

1° les statuts de l'association;

2° la composition des organes de gestion;

3° les derniers comptes annuels approuvés;

4° le programme d'activités conforme aux missions visées à l'article 694/8;

5° le cas échéant, la liste des personnes employées par l'association.

La reconnaissance est accordée pour une durée indéterminée. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de la reconnaissance.

Art. 26. Dans le Titre 2 inséré par l'article 18, il est inséré un Chapitre 3 intitulé « Subventionnement ».

Art. 27. Dans le Chapitre 3 inséré par l'article 26, il est inséré un article 694/11 rédigé comme suit :

« Art. 694/11. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement ou son délégué octroie à la fédération des maisons arc-en-ciel reconnue une subvention annuelle.

La subvention est exclusivement affectée aux frais de fonctionnement ou de personnel de la fédération, pour lui permettre d'accomplir ses missions.

Le Gouvernement arrête les modalités, montants et conditions d'octroi de la subvention ».

Art. 28. Dans le Titre 2 inséré par l'article 18, il est inséré un Chapitre 4 intitulé « Evaluation ».

Art. 29. Dans le Chapitre 4 inséré par l'article 28, il est inséré un article 694/12 rédigé comme suit :

« Art. 694/12. La fédération reconnue fait l'objet d'une évaluation annuelle organisée par le Gouvernement.

L'évaluation a lieu sur base du rapport d'activités visé à l'article 694/8. ».

Art. 30. Dans le Titre 2 inséré par l'article 18, il est inséré un Chapitre 5 intitulé « Contrôle et sanctions ».

Art. 31. Dans le Chapitre 5 inséré par l'article 30, il est inséré un article 694/13 rédigé comme suit :

« Art. 694/13. § 1^{er}. Le contrôle de l'exécution du présent Titre et de ses arrêtés d'exécution est exercé par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. Le Gouvernement peut à tout moment contrôler le respect par la fédération des maisons arc-en-ciel des conditions de la reconnaissance visées à l'article 694/9.

§ 3. La fédération des maisons arc-en-ciel porte sans délai à la connaissance du Gouvernement tout élément pouvant avoir une incidence sur le maintien de la reconnaissance. ».

Art. 32. Dans le Chapitre 4 inséré par l'article 28, il est inséré un article 694/14 rédigé comme suit :

« Art. 694/14. En cas de non-respect des obligations prévues par le présent Titre, le Gouvernement peut, selon les modalités et la procédure qu'il détermine, retirer la reconnaissance. ».

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 1019 (2013-2014) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202982]

11 APRIL 2014. — Decreet waarbij het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid aangevuld wordt met een Boek VII betreffende lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het decreetgevend gedeelte, tweede deel van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, wordt aangevuld met een boek VII, met het opschrift « Bijstand aan LHBT-personen »

Art. 3. In boek VII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel I met het opschrift « Erkenning van regenbooghuizen » ingevoegd.

Art. 4. In Titel I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een hoofdstuk 1 met het opschrift « Definities » ingevoegd.

Art. 5. Hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 4, wordt aangevuld met een artikel 694/1, luidend als volgt :

« Art. 694/1. Voor de toepassing van dit boek en de desbetreffende besluiten wordt verstaan onder :

1° « regenbooghuis » : vereniging erkend krachtens deze titel;

2° « LHBT » : lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen;

3° « Minister » : de Minister van Gelijke Kansen;

4° « wet op de VZW's » : de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen. ».

Art. 6. In titel I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een hoofdstuk 2 met het opschrift « Opdrachten » ingevoegd.

Art. 7. Hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 6, wordt aangevuld met een artikel 694/2, luidend als volgt :

« Art. 694/2. De regenbooghuizen beogen de emancipatie en het welzijn van de LHBT-personen.

Daartoe hebben de regenbooghuizen de volgende opdrachten in hun territoriaal ambtsgebied :

1° sociale en juridische bijstand alsook een psychologische verlenen aan personen die moeilijkheden ondervinden met hun seksuele oriëntatie of identiteit;

2° acties organiseren, steunen en coördineren ter bestrijding van discriminaties wegens de seksuele oriëntatie en de geslachtsidentiteit en ter bevordering van gelijke kansen;

3° plaatselijke openbare of privé initiatieven begeleiden met het oog op hulpverlening aan de LHBT-personen;

4° de emergentie van een plaatselijk netwerk van LHBT-organisaties steunen;

5° een onthaalruimte creëren voor de plaatselijk actieve LHBT-organisaties;

6° informatie verstrekken aan de LHBT-personen en aan het publiek.

Art. 8. In titel I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een hoofdstuk 3 met het opschrift « Erkenning » ingevoegd.

Art. 9. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 8, wordt een afdeling 1 met het opschrift « Voorwaarden » ingevoegd.

Art. 10. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 694/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 694/3. § 1. De Regering of haar afgevaardigde erkent de regenbooghuisen die de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet op de VZW's waarvan het maatschappelijk doel de uitvoering van de in artikel 694/2 bedoelde opdrachten mogelijk maakt;

2° de in artikel 694/2 bedoelde opdrachten in het Franse taalgebied vervullen;

3° zijn opdrachten uitvoeren in samenwerking met de openbare en privé actoren die initiatieven i.v.m. de opdrachten van de regenbooghuisen nemen;

4° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigering of intrekking van erkenning in de loop van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag tot erkenning;

5° beschikken over lokalen die geschikt zijn voor de uitoefening van hun opdrachten, voor het onthaal van hun personeel en waar confidentiële gesprekken gevoerd kunnen worden. De lokalen voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsnormen en zijn minstens vijf dagen per week toegankelijk;

6° voldoen aan de beginselen van een goed administratief en boekhoudkundig beheer ».

§ 2. De Regering of haar afgevaardigde kan hoogstens één regenbooghuis erkennen per provincie met minstens vierhonderdduizend inwoners, onverminderd de mogelijkheid om een gedecentraliseerde antenne op te richten.

De Regering of haar afgevaardigde kan hoogstens één regenbooghuis erkennen per provincie die vierhonderdduizend en één tot één miljoen inwoners telt, onverminderd de mogelijkheid om twee gedecentraliseerde antennes op te richten.

De Regering of haar afgevaardigde kan slechts twee regenbooghuisen erkennen per provincie die meer dan een miljoen inwoners telt, onverminderd de mogelijkheid om vier gedecentraliseerde antennes op te richten ».

Art. 11. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 8, wordt een afdeling 2 met het opschrift « Toekenning van erkenning » ingevoegd.

Art. 12. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 694/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 694/4. De aanvraag tot erkenning wordt bij de Regering ingediend volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van de erkenningsaanvraag. Het dossier bevat op zijn minst :

1° de statuten van de vereniging;

2° de samenstelling van de beheersorganen;

3° de laatste goedgekeurde jaarrekeningen;

4° een omschrijving van de activiteiten van de vereniging en, desgevallend, van haar samenwerking met de openbare en privé actoren die initiatieven i.v.m. de opdrachten van de regenbooghuisen nemen;

5° desgevallend, de lijst van de personen die in dienst genomen worden door de vereniging.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De Regering bepaalt de procedures tot toekenning of intrekking van de erkenning. ».

Art. 13. In titel I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een hoofdstuk 4 met het opschrift « Subsidiëring » ingevoegd.

Art. 14. Hoofdstuk 4, ingevoegd bij artikel 13, wordt aangevuld met een artikel 694/5, luidend als volgt :

« Art. 694/5. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering of haar afgevaardigde een jaarlijkse subsidie aan de erkende regenbooghuisen, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De subsidie dient uitsluitend voor de werkings- of personeelskosten van het regenbooghuis opdat het zijn opdrachten kan vervullen. De Regering bepaalt het bedrag en de wijze van berekening van de subsidie.

De Regering bepaalt de modaliteiten, bedragen en voorwaarden voor de toekenning van die subsidie ».

Art. 15. In titel I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een hoofdstuk 5 met het opschrift « Controle en sancties » ingevoegd.

Art. 16. Hoofdstuk 5, ingevoegd bij artikel 15, wordt aangevuld met een artikel 694/6, luidend als volgt :

« Art. 694/6. De controle op de uitvoering van deze titel en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt door de Regering uitgeoefend volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De Regering kan elk ogenblik controle voeren op de naleving van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 694/3.

Het regenbooghuis geeft de Regering onmiddellijk kennis van elk element dat een weerslag kan hebben op het behoud van de erkenning ».

Art. 17. Hoofdstuk 5, ingevoegd bij artikel 15, wordt aangevuld met een artikel 694/7, luidend als volgt :

« Art. 694/7. Bij niet-nakoming van de verplichtingen waarin deze titel voorziet, kan de Regering de erkenning intrekken volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt. ».

Art. 18. In boek VII, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel 2 met het opschrift « Erkenning van de federatie van de regenbooghuisen » ingevoegd.

Art. 19. In titel 2, ingevoegd bij artikel 18, wordt een hoofdstuk 1 met het opschrift « Opdrachten » ingevoegd.

Art. 20. Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 19, wordt aangevuld met een artikel 694/8, luidend als volgt :

« Art. 694/8. De federatie van de regenbooghuizen heeft de volgende opdrachten :

1° overleg tussen de regenbooghuizen om de kwaliteit van de activiteiten te bevorderen en te steunen;

2° de vertegenwoordiging van de regenbooghuizen op gemeenschappelijke of op individuele wijze als ze daarom vragen;

3° de ontwikkeling van uitwisselingen en aanmerkingen tussen de regenbooghuizen en deelname aan hun informatie en sensibilisering;

4° de permanente vorming van de personeelsleden van de regenbooghuizen;

5° banden leggen met andere verenigingen die hetzelfde doel hebben en met actoren van de maatschappij;

6° het opmaken van een jaarlijks rapport dat aan de Regering overgelegd wordt in de loop van het eerste kwartaal van het jaar na dat waarop het betrekking heeft. Dat rapport bevat :

a. een balans en een omschrijving van de acties verwezenlijkt door de federatie tijdens het afgelopen jaar;

2° acties organiseren, steunen en coördineren ter bestrijding van discriminaties wegens de seksuele oriëntatie en de geslachtsidentiteit en ter bevordering van gelijke kansen van de LHBT;

c. een evaluatie van de acties gevoerd door de regenbooghuizen tijdens het afgelopen jaar;

d. een statistische bijlage betreffende de tijdens het afgelopen jaar geregistreerde en behandelde dossiers, naar gelang van de verschillende types actie ».

Art. 21. In titel 2, ingevoegd bij artikel 18, wordt een hoofdstuk 2 met het opschrift « Erkenning » ingevoegd.

Art. 22. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt een afdeling 1e met het opschrift « Voorwaarden » ingevoegd.

Art. 23. In afdeling 1e, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 694/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 694/9. De Regering of haar afgevaardigde erkent een federatie van regenbooghuizen als ze de volgende voorwaarden vervult :

1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet op de VZW's waarvan het maatschappelijk doel de uitvoering van de in artikel 694/8 bedoelde opdrachten mogelijk maakt;

2° de in artikel 694/8 bedoelde opdrachten in het Franse taalgebied vervullen;

3° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigering of intrekking van erkenning in de loop van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag tot erkenning ».

Art. 24. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 21, wordt een afdeling 2 met het opschrift « Toekenning van de erkenning » ingevoegd.

Art. 25. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 694/10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 694/10. De aanvraag tot erkenning wordt bij de Regering ingediend volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van de erkenningsaanvraag. Het dossier bevat op zijn minst :

1° de statuten van de vereniging;

2° de samenstelling van de beheersorganen;

3° de laatste goedgekeurde jaarrekeningen;

4° het activiteitenprogramma conform de opdrachten bedoeld in artikel 694/8;

5° desgevallend, de lijst van de personen die in dienst genomen worden door de vereniging.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend. De Regering bepaalt de procedures tot toekenning en intrekking van de erkenning.

Art. 26. In titel 2, ingevoegd bij artikel 18, wordt een hoofdstuk 3 met het opschrift « Subsidiëring » ingevoegd.

Art. 27. Hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 26, wordt aangevuld met een artikel 694/11, luidend als volgt :

« Art. 694/11. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering of haar afgevaardigde een jaarlijkse subsidie aan de erkende federatie van regenbooghuizen.

De subsidie dient uitsluitend voor de werkings- of personeelskosten van de federatie opdat ze haar opdrachten kan vervullen.

De Regering bepaalt de modaliteiten, bedragen en voorwaarden voor de toekenning van die subsidie ».

Art. 28. In titel 2, ingevoegd bij artikel 18, wordt een hoofdstuk 4 met het opschrift « Evaluatie » ingevoegd.

Art. 29. Hoofdstuk 4, ingevoegd bij artikel 28, wordt aangevuld met een artikel 694/12, luidend als volgt :

« Art. 694/12. De erkende federatie is het voorwerp van een jaarlijkse evaluatie die door de Regering georganiseerd wordt.

De evaluatie wordt doorgevoerd op basis van het activiteitenrapport bedoeld in artikel 694/8. ».

Art. 30. In titel 2, ingevoegd bij artikel 18, wordt een hoofdstuk 5 met het opschrift « Controle en sancties » ingevoegd.

Art. 31. Hoofdstuk 5, ingevoegd bij artikel 30, wordt aangevuld met een artikel 694/13, luidend als volgt :

« Art. 694/13. § 1. De controle op de uitvoering van deze titel en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt door de Regering uitgeoefend volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

§ 2. De Regering kan elk ogenblik controle voeren op de naleving van de in artikel 694/9 bedoelde erkenningsvoorwaarden door de federatie van regenbooghuizen.

§ 3. De federatie van regenbooghuizen geeft de Regering onmiddellijk kennis van elk element dat een weerslag kan hebben op het behoud van de erkenning. ».

Art. 32. Hoofdstuk 4, ingevoegd bij artikel 28, wordt aangevuld met een artikel 694/14, luidend als volgt :
« Art. 694/14. Bij niet-nakoming van de verplichtingen waarin deze titel voorziet, kan de Regering de erkenning intrekken volgens de modaliteiten en de procedure die zij bepaalt. ».

Art. 33. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 1019 (2013-2014) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202999]

11 AVRIL 2014. — Décret relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret est adopté en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Communauté : la Communauté française;

2° Région : la Région wallonne;

3° Commission : la Commission communautaire française;

4° Parlement de la Communauté : le Parlement de la Communauté française;

5° Parlement wallon : le Parlement de la Région wallonne;

6° Assemblée : l'Assemblée de la Commission communautaire française;

7° Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française;

8° Gouvernement wallon : le Gouvernement de la Région wallonne;

9° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

10° loi spéciale : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

11° loi spéciale du 12 janvier 1989 : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

12° loi spéciale de financement : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;

2° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;

3° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;

4° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 4, 17°, de la loi spéciale, à l'exclusion de l'enseignement en alternance;